

1^{RE} SESSION ORDINAIRE DE L'APW DE TIARET

«Remédier aux dysfonctionnements est l'affaire de tous»

Reportée à plusieurs reprises pour des raisons objectives, la première session ordinaire de l'APW de Tiaret s'est tenue enfin les 5 et 6 octobre derniers pour disséquer une panoplie de dossiers liés entre autres aux secteurs de la jeunesse et des sports, l'emploi, la santé et les travaux publics.

Dans son allocution d'ouverture, M. Kada Benaouda, président de l'Assemblée populaire de wilaya, devait dresser un état des lieux, saluant au passage les efforts des uns et des autres ayant réussi dans leurs missions respectives, à savoir la solidarité ramadanese, l'organisation des centres de vacances ou encore la campagne moissons-battages.

Au sujet de ce dernier point, le même intervenant n'a pas été sans saisir l'opportunité pour évoquer l'exploit réalisé par la wilaya de Tiaret en décrochant la première place en matière de production à même de faire un appel aux agriculteurs quant au remboursement des dettes qu'ils ont contractées au titre du dispositif Rfig. La hausse des prix, voire la pénurie qui a frappé de plein fouet le ciment, a été aussi abordée pour la circonstance d'autant que ce produit a influé négativement sur le taux d'avancement des projets de la wilaya.

A ce titre, il a été préconisé l'ouverture à Tiaret d'un point de vente de la cimenterie de la wilaya de Chlef.

Poursuivant ses propos, le P/APW a tenu en outre à applaudir la dernière distribution de logements sociaux qui s'est déroulée sans le moindre incident du fait de la transparence qui a caractérisé l'affichage des listes via Internet et par photos des bénéficiaires.

Enfin, peu avant de clôturer son allocution, le n°1 de l'APW devait recommander plusieurs points dont la formation des élus, la baptismation des institutions publiques du nom de martyrs et d'intellectuels et l'utilisation rationnelle des deniers publics. Prenant la parole, le wali de Tiaret a souligné de prime abord que l'assainissement qui s'opère actuellement au niveau des listes des démunis — le nombre annoncé étant exagéré — pourrait être bénéfique pour les «vrais pauvres» pour prétendre l'an prochain à des colis alimentaires de 4 000 à 5 000 DA. Le premier responsable de la wilaya devait également fustiger les spéculateurs du ciment avec des registres du commerce fictifs de surcroît.

Par ailleurs, profitant de la présence des chefs de daïra,

le wali de Tiaret a tenu à rappeler à l'assistance que tous les logements sociaux prêts doivent être attribués avant la fin de l'année. La régularisation des bénéficiaires de terrains de l'agence foncière et la relance des projets LSP, l'adhésion des banques au processus de soutien aux jeunes, ont été les autres points abordés par le responsable de la wilaya.

Dans l'après-midi du premier jour, les travaux se sont focalisés sur le secteur de la santé qui a vu la commission de l'APW dresser un constat sur la situation des infrastructures sanitaires, leur fonctionnement et les carences enregistrées, l'insalubrité... ce qui a poussé le directeur de la santé à défendre son secteur en apportant des précisions sur l'ensemble des points cités.

Au volet jeunesse et sports, si tout était qualifié d'irréprochable pour l'organisation des centres de vacances, le point noir demeure, en revanche, sans commentaire pour ce qui est de l'investissement marqué par d'énormes retards dans la réalisation des projets dont certains ont défrayé la chronique tels la piscine olympique, le stade Aït-Abderrahim ou encore le siège de la DJS. Au chapitre emploi, et après les statistiques de recrutement

révélées par le directeur concerné, il a été recommandé par le wali de Tiaret de multiplier les journées d'information et de sensibilisation au profit de la population en quête de travail d'autant que la majorité ne font pas la différence entre les nombreux dispositifs d'embauche lancés aussi bien par la DAS que par la DEW, l'Anem et autres organismes. En divers, il faut dire que les débats ont vraiment surchauffé, surtout lorsque le wali s'est adressé furieusement au directeur des affaires religieuses lui reprochant publiquement que certains lieux de culte, les mosquées en l'occurrence, font de la politique, ce qui est intolérable, crie-t-il.

Enfin, le P/APW tout en reconnaissant les failles constatées au niveau de certains secteurs, n'a pas occulté pour autant son optimisme quant au développement de la wilaya surtout que des projets d'envergure sont en cours de voir le jour, allusion faite évidemment à la raffinerie ou encore au fameux usine de véhicules de Aïn-Bouchekef. «Pourvu que tout le monde s'y mette pour remédier aux dysfonctionnements et, du coup, redonner à la capitale des Rostémides le cachet qui lui sied», conclut-il.

Mourad Benameur

AÏN-DEFLA

5 mandats de dépôt pour soutien aux groupes armés à Tarek-Ibn-Zyad

On s'en souvient que le 26 août dernier un plan ourdi par les groupes agissant dans la région de Tarek-Ibn-Zyad, à l'extrême sud-est de la wilaya de Aïn Defla, s'était soldé par l'assassinat d'un citoyen de la localité, lors d'un attentat, et de 2 gendarmes, la chef de brigade locale et son adjoint, et blessé un officier, gendarmes qui se rendaient sur le lieu de l'attentat pour intervenir. La manière dont furent exécutés les attentats a montré qu'ils ont bénéficié de soutiens locaux.

L'enquête confiée à la brigade de Khemis-Miliana fut longue et minutieuse. Des dizaines de personnes demeurant en zone éparses ont été auditionnées par les enquêteurs. Recoupements, confrontations et renseignements ont permis l'arrestation d'un groupe actif de 14 éléments qui apportait son soutien aux groupes armés qui sévissent encore sporadiquement dans la région et qui ont «élu domicile» dans la forêt impénétrable du Djebel Elouh, à cheval sur les wilayas de Aïn-Defla et de Médéa, groupe qui activait sous la férule de l'«émir» Souane, et qui, dit-on, a été remplacé depuis par l'«émir» Mehalli Abderrahmane.

C'est ce qu'indiquent des sources locales concordantes et dignes de foi. Les 14 éléments ont été présentés devant le magistrat chargé du dossier, près le tribunal de Khemis-Miliana, le 30 septembre dernier, 5 d'entre eux ont été écroués tandis que les 9 autres ont été laissés en liberté provisoire et placés sous contrôle judiciaire.

Karim O.

Radio Tlemcen souffle sa 17^e bougie

C'est dans une atmosphère pleine d'émotion et de souvenirs que les travailleurs ont fêté le 17^e anniversaire de leur radio, El Djawhara. A cette occasion, tous les anciens cadres retraités étaient présents, on a aussi remarqué la présence d'anciens journalistes qui ont été mutés ailleurs, Aïssa Belhachem, l'actuel directeur de la radio de Sidi-Bel-Abbès, Acimi Abdelhafid, premier directeur de la radio de Tlemcen.

Des présents ont été remis à l'ensemble des journalistes et aux anciens cadres qui ont, pendant des années, tout donné pour la survie de cette radio locale. A noter qu'à partir de jeudi, cette radio, qui avait vraiment besoin d'un souffle nouveau, mettra une nouvelle grille et un programme et ce, après l'installation de M. Ghomari à sa tête. Parions qu'avec le nouveau staff Fatima, Amaria, Amina, Farouk, Houssam et Tewfik les Tlemcéniens vont se reconcilier avec leur radio à laquelle ils sont toujours restés fidèles. Joyeux anniversaire.

M. Zenasni

SOUK-AHRAS

Un étudiant se suicide

La daïra de Sedrata, 60 km du chef-lieu de la wilaya de Souk-Ahras, a été secouée mercredi dernier par un drame survenu à quelques encablures de la carrière Abassi.

Un jeune étudiant universitaire âgé de 24 ans a été retrouvé pendu à une corde accrochée à un arbre. Les enquêteurs se sont déplacés immédiatement sur les lieux pour faire la lumière sur cette découverte macabre. Le corps a été transporté à la morgue de l'établissement public de santé et de proximité de Sedrata pour autopsie. Des sources privilégient la thèse du suicide, en attendant les conclusions de l'enquête.

Barour Yacine

ANNABA

Un mort et un blessé grave sur la RN44

Un mort et un blessé grave, tel et le bilan d'un grave accident survenu jeudi dernier sur la RN44, menant de Chorra à El-Eulma, daïra de Aïn-Berda (Annaba). L'accident a eu lieu suite à une collision entre une Renault Clio et une Daewoo Cielo.

La puissance du choc a été telle que la Cielo s'est renversée, d'où l'on a retiré le corps sans vie du conducteur âgé de 40 ans. Le blessé, qui se trouvait dans l'autre véhicule, a été évacué vers l'hôpital de Aïn-Berda par les agents de la Protection civile. Une enquête a été ouverte par les services concernés pour déterminer les causes exactes de cet accident.

A. B.

TIZI-OUZOU

Expropriés, des propriétaires d'Ath-Zikki s'insurgent

Dix familles du village Iguer Mehdi dans la commune d'Ath-Zikki, se revendiquant propriétaires d'une assiette sur laquelle sont programmés des projets d'utilité publique, ont pris à témoin la population de la région de Bouzeguène dans une lettre rendue publique pour crier leur colère contre le P/APC de leur commune qu'ils rendent responsable du déni «de leur droit indéniable à être dédommages» pour l'expropriation d'un terrain ayant servi de site d'une carrière d'agréats depuis 1975.

Tout comme ils dénoncent le recours à la force publique «pour prendre illégalement possession du terrain sans acte d'expropriation légale et sans indemnisation». Les protestataires, qui soutiennent ne pas être contre l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique, affirment qu'ils sont pour la promotion de leur commune avec le souhait de voir cette dernière équipée de toutes les infrastructures des villes modernes, à condition toutefois de passer par une expropriation légale et une indemnisation, arguant que le terrain en question est un héritage ancestral.

Exhibant divers documents prouvant, selon eux, leur qualité de propriétaires des lots du site, ils affirment que la justice saisie pour obstruction à l'érection d'un équipement public n'a pas donné suite à cette requête pour absence de nouvelles preuves au dossier, à travers un

jugement rendu le 4 avril 2009. Tout comme ce document de l'APC mère de Bouzeguène qui reconnaît en date du 17 décembre 1981 la qualité de propriétaires du terrain de 2 092 m² retenu pour l'extension de la carrière au propriétaire répondant aux initiales A. M.

Les services des affaires domaniales et foncières de la wilaya de Tizi-Ouzou ont, quant à eux, déterminé dans le cadre de cette opération, le 26 décembre 1981, la valeur vénale du terrain devant servir d'assiette à la carrière expertisée dans le cadre de l'opération de reconnaissance de l'immeuble destiné à la réalisation de la carrière sur des parcelles contiguës d'une superficie de 1 ha 34 a 10 ca sur la base de témoignages, car ne pouvant pas produire, selon eux, d'actes en raison de l'absence de cadastre. Une évaluation du terrain, reconnu comme privé d'après le sénatus-consulte, fut ainsi établie. Le P/APC d'Ath-Zikki qualifie les propos des protestataires de simples assertions, soutenant avoir suivi toutes les voies légales pour permettre au site en question de servir d'assiette aux équipements communaux dont un CEM digne de ce nom pour remplacer l'ancien en préfabriqué, situé en altitude, rendant aléatoire les études en hiver. Un site affecté successivement à l'ERPS (Entreprise de wilaya des services), puis à l'ENOR (Entreprise nationale des ouvrages routiers) et enfin à l'entreprise Haddad. C'est pourquoi, indique le maire,

une délibération a été signée le 4 septembre dernier par l'APC pour la résiliation du contrat signé avec l'entreprise Haddad dans l'optique de l'affectation du site à des équipements d'utilité publique : un CEM, une salle de lecture, un nouveau siège d'APC et un parc communal. Il a indiqué que l'APC avait accompagné les plaignants dans leurs démarches et que ce n'est qu'après qu'ils furent déboutés, selon lui, par la justice qu'une commission de choix de terrain a été dépêchée sur les lieux retenus pur abriter ces équipements dans une commune ne disposant pas d'assiettes foncières vu sa situation géographique.

Le P/APC, qui s'interroge pourquoi ces citoyens ne se sont pas manifestés depuis le départ de Haddad, il y a neuf ans, soutiendra enfin que c'est parce qu'il n'y a pas eu d'opposition que la municipalité a engagé un bureau d'études et lancé un avis d'appel d'offres national, et que les oppositions physiques n'ont vu le jour qu'une fois les entreprises en place. Le recours aux forces de l'ordre, poursuit le maire, fait suite aux obstructions répétées des protestataires, regrettant d'en arriver là alors que le projet cible la construction d'un établissement scolaire. Réagissant enfin à l'accusation de malhonnêteté, il prend à témoin la population «qui appréciera le concept d'honnêteté».

S. H.